

Les décisions de jurisprudence en matière de conformité et de responsabilité des entreprises en 2024 reflètent des avancées vers une régulation renforcée face aux défis environnementaux et éthiques mondiaux. Ce large panorama souligne les évolutions nées de ces décisions sur la responsabilité climatique, le devoir de vigilance, les sanctions internationales, le blanchiment d'argent, et la protection des données.

## RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES

# Jurisprudence 2024 de la conformité réglementaire



**FRÉDÉRIQUE BANNES PHILIP,**  
avocate au barreau de Paris,  
cabinet FB conseil

## SUR LES CONTENTIEUX ÉMERGENTS RELATIFS AU DEVOIR DE VIGILANCE ET À LA RESPONSABILITÉ ÉCOLOGIQUE DES ENTREPRISES

**COUR D'APPEL DE PARIS CHAMBRE 5 PÔLE 12 – 18 JUIN 2024 – RG 23/14 348**

La cour décide que des particuliers, des ONG, des collectivités françaises, et la ville de New York représentée par son directeur juridique en exercice, sont fondés à poursuivre en justice une compagnie pétrolière (Total Energie SE) pour la contraindre à réduire ses émissions de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement climatique. Pour rappel la loi n°2017-399 du 27 mars 2017 a mis en place un devoir de vigilance des sociétés mères (et non des filiales) et des entreprises donneuses d'ordre remplissant des conditions de seuil, codifié à l'article L.225-102-4 du Code de commerce, qui impose d'établir et de mettre en œuvre de manière effective un plan de vigilance. D'autres décisions ont été rendues dans le même sens par la même juridiction à l'encontre de SAS Vigie Groupe (Ex Suez SAS) et EDF SA.

**CEDH 9 AVRIL 2024 (VEREIN KLIMASENIORINNEN SCHWEIZ ET AUTRES)**

Une requête avait été introduite contre la Suisse par quatre femmes et une association suisse, Verein KlimaSeniorinnen Schweiz, représentant 2 000 femmes âgées de plus 75 ans sur le fondement de la violation des articles 6 paragr. 1 et 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme, en raison de l'insuffisance des mesures prises par le gouvernement helvétique pour atténuer les effets du changement climatique. Selon une interprétation stricte de la qualité de victime individuelle du changement climatique, la Cour rejette la requête formulée par les personnes physiques et admet la recevabilité de la requête de l'association KlimaSeniorinnen. La CEDH, concluant qu'il existe un lien de causalité entre l'inaction étatique et la remise en cause des droits et libertés fondamentaux, dresse une liste de quatre obligations à la charge des États en cette matière :

- adopter des mesures générales avec un calendrier,
- fixer des objectifs et trajectoires intermédiaires,
- fournir des informations permettant d'apprécier le résultat obtenu,
- actualiser les objectifs pertinents en se fondant sur les meilleures données disponibles.

Cette décision ne peut faire l'objet d'un appel. L'adhésion des États à la Convention européenne des droits de l'homme a pour conséquence l'obligation pour eux de se conformer aux arrêts des litiges auxquels ils sont parties (Conv. EDH, art. 46, 1°, 2°). Or, les arrêts de violation n'ont qu'un caractère déclaratoire (art. 41 du Protocole n°14 du 01/06/2010) et ne valent pas titre exécutoire. L'exécution dépend des États qui ont le choix quant aux moyens dans leur ordre juridique interne.

## SUR LA VALIDITÉ D'UNE SIGNATURE DE CONTRAT

**CASS.COM – 13 MARS 2024 N°22-16.487 – INÉDIT**

Une signature scannée n'est pas une signature au sens du Code civil et encore moins une signature électronique respectant les conditions du règlement eIDAS. L'article 1367 alinéa 1 du Code civil dispose que la signature nécessaire à la perfection d'un acte juridique identifie son auteur et qu'elle manifeste son consentement aux obligations qui découlent de cet acte. L'arrêt retient, à bon droit, que le procédé consistant à scanner des signatures, s'il est valable, ne peut être assimilé à celui utilisé pour la signature électronique qui bénéficie d'une présomption de fiabilité par application de l'article 1367 alinéa 2 du Code civil. Cet arrêt a un impact sur les conditions de distribution des garanties d'assurance et leur validité.

## SUR LE GEL DES AVOIRS

### GEL DES AVOIRS ET ABSENCE DE CONDITION D'URGENCE – CONSEIL D'ÉTAT N°492346 – 2<sup>e</sup> ET 7<sup>e</sup> CHAMBRES RÉUNIES – 16 MAI 2024

Le Conseil d'État annule l'ordonnance de suspension de gel des avoirs et décide en application de l'article L. 562-11 du Code monétaire et financier (CMF), du déblocage partiel des fonds gelés (salaire et règlement des allocations CAAF) servant à couvrir des besoins matériels intéressant la vie personnelle et familiale de M. M et sa famille ainsi que la conservation de son patrimoine (frais d'huissier). Rappelons que les avoirs permettant de couvrir notamment les besoins médicaux, judiciaires, les règlements de loyers ou de charges sociales font l'objet d'une exonération automatique de gel par la Direction générale du Trésor.

### COUR D'APPEL DE PARIS – PÔLE 5 CHAMBRE 16 – 5 MARS 2024 – N°22/07665

La cour d'appel de Paris, saisie sur renvoi après cassation, a statué sur un litige entre la société française BNI spécialisée en recouvrement d'avoirs gelés et l'État de Libye concernant l'exécution d'un protocole d'accord pour le paiement de commissions liées à la localisation et au recouvrement d'avoirs libyens gelés. Ce protocole prévoyait la compétence du tribunal de commerce de Paris en cas de litige relatif à son interprétation ou à son exécution. En vertu des principes du droit international, les États étrangers bénéficient de l'immunité de juridiction lorsque l'acte qui donne lieu au litige participe, par sa nature ou sa finalité, à l'exercice de la souveraineté de ces États, or tel n'est pas le cas d'un contrat commercial. La cour d'appel, dans son arrêt du 5 mars 2024, a donc rejeté la demande de sursis à statuer de la Libye, jugé irrecevable l'immunité de juridiction invoquée par la Libye, confirmé la compétence et renvoyé l'affaire devant le tribunal de commerce de Paris.

## SUR LES SANCTIONS EUROPÉENNES CONTRE LA RUSSIE

### CJUE AFFAIRE C-109/23 – JEMERAK – 5 SEPTEMBRE 2024

La CJUE décide qu'un notaire allemand est autorisé à authentifier et exécuter un contrat de vente d'un bien immobilier localisé en Allemagne dont le vendeur est une personne morale établie en Russie non soumise à sanctions. Pour rappel, si l'article 1<sup>er</sup>, point 12, du règlement UE 2022/1904 modifie l'article 5 quindecies paragr. 2 du règlement UE no 833/2014 et dispose qu'il est interdit de fournir, directement ou indirectement, des services de conseil juridique à des personnes morales, des entités ou des organismes établis en Russie, il conserve néanmoins l'article 5 quindecies paragr. 6 qui permet par exemption de fournir des services de conseil juridique nécessaires pour garantir l'accès aux procédures judiciaires, administratives ou d'arbitrage.

### ARRÊTS DU TRIBUNAL GÉNÉRAL DES AFFAIRES EUROPÉENNES DANS LES AFFAIRES T-301/22 – AVEN/CONSEIL ET T-304/22 – FRIDMAN/CONSEIL – 10 AVRIL 2024

Le tribunal fait droit aux demandes de MM. Aven et Fridman et annule tant les actes initiaux que les actes de maintien sur les listes de mesures restrictives de gel des avoirs pour la période allant du 28 février 2022 au 15 mars 2023. Le tribunal considère qu'aucun des motifs figurant dans les actes initiaux n'est suffisamment étayé et que l'inscription de MM. Aven et Fridman sur les listes litigieuses n'est donc pas justifiée. Il s'agit d'un revers pour le mécanisme de sanctions européen.

## SUR LES SANCTIONS CONTRE L'IRAN

### CJUE – N° T-201/23 – ARRÊT DU TRIBUNAL – COMMUNICATIONS REGULATORY AUTHORITY (CRA) CONTRE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE – 16 OCTOBRE 2024

La cour rejette un recours pour détournement de pouvoir. Selon la jurisprudence de la cour, un acte n'est entaché de détournement de pouvoir que s'il apparaît, sur la base d'indices objectifs, pertinents et concordants, avoir été pris dans le but exclusif, ou à tout le moins déterminant, d'atteindre des fins autres que celles excipées ou d'éluder une procédure spécialement prévue par le traité pour parer aux circonstances de l'espèce (voir arrêt du 31 janvier 2019, Islamic Republic of Iran Shipping Lines e.a./Conseil, C-225/17P, EU : C : 2019: 82, point 115 et jurisprudence citée). En l'espèce, l'inscription du nom de la requérante à l'annexe I du règlement n°359/2011 n'était pas uniquement motivée par son affiliation au ministère des Communications, mais par sa mise en œuvre des exigences du gouvernement iranien concernant le filtrage des contenus internet grâce au logiciel espion SIAM.

## SUR LA TRANSPARENCE DU LOBBYING ET LA SAISIE DE LA HAUTE AUTORITÉ POUR LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE

### CASS. CRIM. 1<sup>er</sup> OCTOBRE 2024 – N° 24-80.087

La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013, modifiée par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, définit la notion de représentant d'intérêts et sanctionne pénalement, en son article 18-9, les manquements à l'obligation de communication d'informations à la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) prévues par ce texte. Dès lors que les obligations déclaratives auprès de la HATVP imparties aux représentants d'intérêts ont pour objet exclusif la transparence des processus normatif et d'élaboration de la décision publique, le demandeur ne subit aucun préjudice direct à raison de leur méconnaissance alléguée.

## SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, UN REVIREMENT MAJEUR DE QUARANTE ANS DE JURISPRUDENCE AMÉRICAINE

### US SUPREME COURT 28 JUNE 2024 LOPER BRIGHT ENTREPRISES V. RAIMONDO

Remettant en question la jurisprudence Chevron USA Inc. v. Natural Resources Defence Council Inc. 1984 (467 US 837) la Cour suprême statue que la loi sur la procédure administrative (*Administrative Procedure Act*) exige que les tribunaux exercent leur jugement indépendant pour décider si une agence fédérale a agi dans le cadre de son autorité statutaire. Dorénavant, les tribunaux ne pourront donc plus s'en remettre à l'interprétation de la loi par une agence fédérale\* permettant ainsi au pouvoir judiciaire d'invalidier les réglementations relatives au climat. Cette décision aura probablement des effets importants sur la mise en œuvre de la réglementation environnementale, les coûts des soins de santé et la régulation des armes à feu.

## SUR LA LUTTE ANTI-BLANCHIMENT D'ARGENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

### TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NANTES – 1<sup>re</sup> CHAMBRE – 10 OCTOBRE 2024, N°22/02103

La Macif se prévaut de l'absence de justification de l'origine des fonds versés en espèces pour le paiement de l'achat du véhicule pour refuser sa garantie. ➡

## >> CASS. CRIM. – N° 22-81.808 DU 19 JUIN 2024

À l'issue d'une information judiciaire, des particuliers ont été renvoyés devant le tribunal correctionnel pour y être jugés dans le cadre d'un schéma de Ponzi des chefs d'escroquerie en bande organisée, abus de biens sociaux, abus de confiance, exercice de l'activité de conseil en investissements financiers sans remplir les conditions prévues et blanchiment de capitaux. La banque est poursuivie en raison de sa qualité de professionnelle et des contrôles qu'elle devait effectuer au titre de la lutte anti-blanchiment. La Cour de cassation confirme l'arrêt d'appel sur la responsabilité solidaire de la banque condamnée pour le délit de blanchiment et non pour le manquement aux obligations de vigilance et de déclaration imposées aux organismes financiers en application des articles L.561-5 à L.561-22 du CMF. L'argument invoqué par la banque de l'absence de sanctions de son autorité de contrôle sur son dispositif à l'issue d'un contrôle n'est pas retenu. La cassation ne concerne que les dispositions par lesquelles l'arrêt attaqué a débouté totalement ou partiellement certaines parties civiles de leur demande de condamnation solidaire de la banque et limité cette condamnation à hauteur de 50 % des indemnités allouées.

## TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NICE – 4<sup>e</sup> CHAMBRE CIVILE – 4 JUIN 2024 – N° 22/01297

Les conditions générales du contrat d'assurance prévoient au titre de la lutte contre le blanchiment que : « Les contrôles que l'assureur est légalement tenu d'effectuer au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, notamment sur les mouvements de capitaux transfrontaliers, peuvent le conduire à tout moment à demander au souscripteur des explications ou des justificatifs, y compris sur l'acquisition des biens assurés ou sur les sommes versées au contrat. » Ces dispositions ne subordonnent pas contractuellement le droit à indemnisation à la preuve de l'origine des fonds ayant servi à financer l'acquisition du véhicule.

## COMMISSION DES SANCTIONS ACPR – SOCIÉTÉ TREEZOR 9 AVRIL 2024

L'ACPR prononce un blâme et une amende de 1 M€ pour un dispositif insuffisant en matière de LCB-FT. Elle considère que la société Treezor, agréée en qualité d'établissement de monnaie électronique le 21 juin 2016 et rachetée par la Société générale en 2019, n'avait pas déterminé, au moment du contrôle, un profil de risque de ses relations d'affaires lui permettant de respecter son obligation de vigilance constante (grief 1). Son dispositif de surveillance des opérations était insuffisant (1<sup>re</sup> branche du grief 2). La Commission des sanctions a retenu par ailleurs plusieurs défauts d'examen renforcé (grief 3), plusieurs défauts de déclaration de soupçons ainsi que, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier à mi-juillet 2021, une carence de dispositif à l'origine de déclaration de soupçons tardives (griefs 4 et 5).

## CONSEIL D'ÉTAT 9<sup>e</sup> ET 10<sup>e</sup> CHAMBRES RÉUNIES 05 FÉVRIER 2024 – N° 470957

Le Conseil d'État confirme que la commission des sanctions de l'ACPR a fait une exacte application des dispositions réglementaires relatives aux obligations de vigilance constante en matière de LCB-FT dans le recours formé par la caisse régionale du Crédit agricole mutuel du Languedoc. La sanction de l'ACPR du 01/12/2022 consistait en une amende de 500 000€ et un blâme.

## CASS. CRIM. – 10 JANVIER 2024 – N° 22-85.721

La Cour de cassation se prononce sur la déclaration de culpabilité pour le délit de blanchiment douanier. La condamnation du chef des deux qualifications de blanchiment et blanchiment douanier résulte de la mise en œuvre d'un système intégrant l'action pénale, d'une part, et l'action douanière, d'autre part, laquelle poursuit l'application de sanctions fis-

cales et non de peines, permettant au juge pénal de réprimer un même fait sous ses deux aspects, de manière prévisible et proportionnée, le montant global des sanctions prononcées ne devant pas dépasser le montant le plus élevé de l'une des sanctions encourues.

## SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

### CJUE 11 AVRIL 2024 – AFF. C-741/21 LANDGERICHT SAARBRUCKEN

Un litige opposait une personne physique à une société établie en Allemagne au sujet de la réparation des préjudices que le demandeur prétendait avoir subis en raison de divers traitements de ses données à caractère personnel réalisés à des fins de prospection, en dépit des oppositions qu'il avait adressées à ladite société. L'article 82, paragraphe 1, du règlement RGPD (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, doit être interprété en ce sens que :

1. une violation de dispositions de ce règlement qui confèrent des droits à la personne concernée ne suffit pas, à elle seule, pour constituer un « dommage moral », au sens de cette disposition, indépendamment du degré de gravité du préjudice subi par cette personne.
2. il ne saurait suffire au responsable du traitement, pour être exonéré de sa responsabilité en vertu du paragraphe 3 dudit article, d'invoquer que le dommage en cause a été provoqué par la défaillance d'une personne agissant sous son autorité, au sens de l'article 29 de ce règlement.
3. pour déterminer le montant des dommages-intérêts dus au titre de la réparation d'un dommage fondée sur cette disposition, il n'y a pas lieu, d'une part, d'appliquer les critères de fixation du montant des amendes administratives qui sont prévus à l'article 83 de ce règlement et, d'autre part, de tenir compte du fait que plusieurs violations dudit règlement concernant une même opération de traitement affectent la personne demandant réparation.

### CJUE – 18 JANVIER 2024 – AFF. C-451/22 RTL NEDERLAND ET RTL NIEUWS (VOL MALAYSIA AIRLINES MH7)

La confidentialité des informations relatives aux incidents et accidents aériens constitue un élément central du système de supervision et de contrôle institué par le législateur de l'Union dans le but d'améliorer la sécurité aérienne, qui repose sur le recueil, le partage entre autorités publiques et l'analyse de ces informations.

## SUR LA VALIDITÉ D'UNE SANCTION PRONONCÉE PAR UNE AUTORITÉ ADMINISTRATIVE

### CASS. COM. – 14 FÉVRIER 2024 – N° 22-10.472

Lorsqu'il n'a pas respecté les règles de sa profession, un journaliste de Bloomberg qui provoque une chute du cours d'une action en diffusant, même involontairement, une information fausse et trompeuse sur une société cotée en Bourse, peut être sanctionnée par l'AMF. Ce n'est pas la première fois qu'une juridiction suprême civile ou administrative se prononce sur le bien-fondé d'une décision rendue par une autorité administrative indépendante ou non. Ainsi, par une décision du 27 juin 2022, le Conseil d'État avait confirmé la sanction de 35 M€ prononcée par la CNIL à l'encontre d'Amazon en 2020 pour des dépôts de cookies sur les ordinateurs d'utilisateurs sans consentement préalable ni information. ■

\* Par exemple : le U.S. Forest Service, le Bureau of Land Management, ou encore l'EPA et la FDA qui mettent en œuvre le Clean Air Act dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique.